

CONSEIL MUNICIPAL D'HARFLEUR
SAMEDI 13 DÉCEMBRE 2025 A 9H30

N° 25 12 38

Rapporteur : Loïc JAMET

Vœu

Pour un accès réel, humain et équitable aux services de la Préfecture

. Adoption

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
CONSEIL MUNICIPAL D'HARFLEUR
SAMEDI 13 DÉCEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le treize décembre à neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Ville d'Harfleur légalement convoqué le cinq décembre deux mille vingt-cinq s'est réuni à la Mairie d'Harfleur, dans la salle du Parc – Centre Françoise Dolto.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, la séance est publique.

Madame Sylvie BUREL, 1^{ère} Adjointe au Maire, présidant la séance procède tout d'abord à l'appel nominal auquel répondent :

PRÉSENTS : Mme Sylvie BUREL, M. Dominique BELLENGER, Mme Justine DUCHEMIN, M. Loïc JAMET, Mme Sabrina LEFEBVRE, M. Ousmane NDIAYE, Mme Marjorie BELLENGER, M. Gilles DON SIMONI, M. Jean-Pierre PEDRON, Mme Nathalie JARROUSSE, Mme Sylvie ROGER, M. Hervé TOULLEC, Mme Aurélie REBEILLEAU, M. Franck GROUSSARD, Mme Coralie FOLLET, M. Pierre GRISEL, M. José GUTIERREZ (à partir du point n° 25 12 33).

ABSENTS EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Mme Christine MOREL à Mme Sylvie BUREL, M. Anthony DE VRIES à Mme Justine DUCHEMIN, Mme Sylvie DUCOEURJOLY à Mme Sabrina LEFEBVRE, M. Yoann LEFRANC à M. Loïc JAMET, M. Nicolas NOUAILHAS à M. Gilles DON SIMONI.

ABSENTS EXCUSÉS SANS PROCURATION : M. José GUTIERREZ (jusqu'au point n° 25 12 32), Mme Yvette ROMÉRO, Mme Élise ROGER, M. Samuel LEROY.

ABSENTS : Mme Julie LEMARCIS, Mme Cindy ÉVRARD, Mme Julie LETHEUX, Mme Sophie BOUJU (née VIVIER).

Conseillers Municipaux :

Conseillers Municipaux en exercice = 29	Ouverture séance	A partir du point N° 25 12 33
Présents	16	17
Procurations	5	5
Absents excusés	4	3
Absents	4	4
Votants	21	22

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217603414-20251213-2512-38-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/12/2025
Publication : 16/12/2025

Mesdames, Messieurs,

Chaque jour, les élu(e)s d'Harfleur sont interpellé(e)s par les habitant(e)s face à la situation particulièrement dégradée qu'elles et ils rencontrent aujourd'hui au moment de renouveler leur titre de séjour auprès des services de la Préfecture.

Alors qu'elles et ils résident et travaillent sur le territoire français, elles et ils se heurtent à des obstacles insurmontables : délais de traitement anormalement longs, impossibilité d'obtenir un rendez-vous, absence de réponse de l'administration malgré des démarches effectuées dans les règles et délais en vigueur.

Ces lenteurs et entraves administratives entraînent des conséquences humaines, professionnelles et sociales dramatiques : perte d'emploi, impossibilité de signer un bail, suspension d'aides sociales ou d'assurance maladie.

Des milliers de personnes insérées dans la société française se retrouvent ainsi, du seul fait de la défaillance administrative, en situation irrégulière.

L'accès aux services de la Préfecture, qu'il soit en ligne ou en présentiel, relève désormais de l'exploit. Les plateformes de rendez-vous sont saturées, les créneaux rares, les pannes informatiques fréquentes, les réponses inexistantes.

La dématérialisation généralisée des démarches – via la plateforme ANEF notamment – constitue un obstacle majeur pour le nombre d'utilisateurs éloignés du numérique.

Cette situation, intolérable dans l'État de droit, s'inscrit dans le contexte national marqué par un durcissement de la politique migratoire, illustré notamment par la circulaire dite « Retailleau ». Celle-ci fait craindre de nouvelles atteintes aux droits fondamentaux de personnes déjà vulnérables.

Le Conseil Municipal d'Harfleur rappelle que l'effectivité des droits des étrangers constitue un indicateur essentiel du respect des droits et libertés dans notre pays. Il affirme sa solidarité avec toutes celles et ceux qui subissent directement cela et condamne fermement ces blocages administratifs.

En conséquence, et après en avoir délibéré, je vous propose que le Conseil Municipal formule les demandes suivantes à l'État :

- **une alternative humaine et accessible au tout-numérique dans chaque Préfecture ;**
- **une réduction significative des délais de traitement afin que nul ne soit mis en danger par la lenteur administrative ;**
- **la garantie d'un examen individualisé et équitable des demandes ;**
- **la délivrance systématique d'une attestation de prolongation ou d'un récépissé dès le dépôt d'un dossier de renouvellement, renouvelée automatiquement jusqu'à décision finale ;**
- **un accueil digne, respectueux et non discriminatoire dans les services préfectoraux ;**
- **une transparence sur les moyens déployés et les résultats obtenus pour résorber les dossiers en attente.**

Par ce vœu, le Conseil municipal d'Harfleur appelle le Gouvernement à prendre sans délai les mesures nécessaires pour que soit rétabli un accès effectif, juste et humain au service public de la Préfecture.

*Le Conseil Municipal adopte à l'unanimité
les conclusions de ce rapport.
Fait et délibéré en l'Hôtel de ville d'Harfleur les jours et ans sus indiqués
Pour extrait certifié conforme
Le Maire et par délégation
Sylvie BUREL
1^{ère} Adjointe au Maire,*



Délais et voie de recours :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.